

# La revue La Terre poursuit sa progression



# LA TERRE

ENGAGÉS POUR LA NATURE ET POUR L'ALIMENTATION

<https://4iiw8.r.ag.d.sendibm3.com/mk/mr/sh/1t6AVsd2XFnIGGqYVJyB1BXwh8gfVy/vuJE5NgxvyiR>

Merci à toutes celles et ceux qui nous accompagnent et renforce l'audience de notre revue. Grand merci aux marchands de journaux qui par leurs efforts de présentation dans leurs magasins et kiosques ont permis à des centaines de personnes de découvrir La Terre. Grâce à eux, la vente a été multipliée par quatre depuis le lancement de la nouvelle formule. Le nombre d'abonnés a légèrement augmenté.

Ces résultats encourageants nous incitent à amplifier le mouvement et notre travail pour vous permettre d'accéder tous les deux mois à une revue toujours plus documentée sur les enjeux de transformation agroécologique et pour le droit à l'alimentation. La Terre est associé à la campagne européenne de signature pour intégrer [« le droit d'accès à une alimentation »](#) de qualité pour toutes et tous.

Dans les numéros à venir nous allons traiter des enjeux des modifications climatiques sur la production et les vies quotidiennes, sur l'alimentation, les conséquences de la guerre au Moyen-Orient sur l'accès à l'alimentation. Nous allons également lancer un travail sur la nature et le sens des votes aux élections municipales dans les communes rurales.

Dans cette période complexe où l'avancée des idées des droites extrémisées et coalisées conduit à détruire les réglementations protectrices de la qualité des eaux, de l'alimentation tout en multipliant de ravageurs traités de «

libre-échange » La Terre veut être utile au débat et aux actions indispensables.

Nous remercions également celles et ceux qui s'engagent dans l'association [« Nous La Terre »](#) qui est à la fois le moyen de développer La Terre et d'organiser autour de soi des discussions pour conquérir le droit à l'alimentation. Ces résultats encourageants nous incitent à aller de l'avant.

Patrick Le Hyaric



**GOOD FOOD 4ALL** Collectif NOURRIR

**On mange, on décide.**

Faites de l'alimentation un **DROIT** en Europe :  
signez l'Initiative citoyenne européenne !

## Les effets de la guerre dans nos assiettes

La guerre déclenchée par le duo « américano-israélien » au Moyen-Orient n'est pas la guerre des peuples. L'agression contre l'Iran, dont on doute encore des prétextes dans les cercles du pouvoir américain, a été décidée sans discussion au conseil de sécurité des Nations Unis, en dehors du droit international.

Elle n'est pas notre guerre. Elle est celle de forces économiques qui veulent s'emparer du pétrole iranien, celle du complexe militaro-industriel qui détruit et tue pour produire toujours plus d'armes afin d'augmenter la

croissance capitaliste. Elle est celle des dirigeants américains et israéliens qui veulent reconfigurer le Moyen-Orient et le monde. L'un des enjeux de cette guerre est de priver la Chine de l'accès aux hydrocarbures du Golfe Persique. Non, elle ne vise pas à rétablir la démocratie en Iran. Au contraire, le peuple Iranien est désormais pris en étau entre la théocratie sanguinaire qui règne à Téhéran et les forces messianiques américaines et israéliennes.

Après la guerre que mène le pouvoir russe aux peuple Ukrainien, cette nouvelle guerre atteint chaque personne, chaque famille dans le monde entier avec la hausse des prix de l'énergie qui, par voie de conséquence augmente tous les prix, notamment les prix de l'alimentation.

Le détroit d'Ormuz, artère vitale pour l'économie mondiale où transite environ 20 % du pétrole mondial, devient un dangereux lieu de conflit. Mais bien avant la fermeture du détroit par l'armée iranienne en représailles des attaques « américano-israélienne », les grands groupes pétroliers et les importateurs d'engrais avaient commencé à spéculer et à faire monter les prix. Déjà les prix du café, du cacao, du chocolat, de la charcuterie et des œufs augmentaient.

Aujourd'hui un choc économique mondial risque de tout déstabiliser. Il est aggravé par les attaques de réserves de gaz iranien conduite par l'armée israélienne.

Le prix du carburant agricole grimpe pour dépasser 1,6 euro/litre dans certaines régions. Le prix du gaz en Europe a déjà enregistré une hausse très rapide, encore plus marquée que celle du pétrole. À cette hausse de plus de 40 % pour le pétrole et de près de 90 % pour le gaz, s'ajoute la baisse des flux d'urée (-30 %) et d'ammoniaque (-20 %) qui passent par ces voies maritimes

Après trois années difficiles les céréaliers vendent le blé autour de 200 €/t mais loin de compenser les coûts de production. Les éleveurs, les maraîchers, horticulteurs, serristes qui chauffent leurs bâtiments vont subir des conséquences.

On mesure ici combien, la dépendance de nos productions et du travail au pétrole et au gaz produit des effets délétères en chaîne sur le pouvoir d'achat de tous les citoyens. Dans ce modèle, le pétrole et son prix interviennent à toutes les étapes de la chaîne : production agricole, transports, transformations, distribution, emballage, etc.

Tout ceci prépare des augmentations de l'alimentation organisées par ceux qui profitent de la guerre dans l'espoir d'en tirer de juteux profits pendant que la vie sera encore plus dure pour celles et ceux qui n'ont que leur travail et leur retraite pour vivre.

Ce n'est pas leur guerre, mais les peuples vont en subir de lourdes conséquences. Il ne faut pas laisser faire. Agir pour que cesse la guerre. Agir pour empêcher des hausses inconsidérées des produits de première nécessité. Agir pour un nouveau modèle économique permettant de s'extraire du pétrole et impulser une orientation agroécologique et souveraine de la production agricole.

**Patrick Le Hyaric**

**PÉTITION**



100 aliments bons pour la santé à prix coûtant dans les supermarchés !

Près de 30 organisations ont rejoint la campagne "100 aliments bons pour la santé à prix coûtant dans les supermarchés !" et soutiennent [la pétition](#) lancée par Familles Rurales, foodwatch et le Secours Catholique – Caritas France. **La Terre relais cette initiative de mobilisation pour le droit à une alimentation saine, accessible, en quantité et en qualité.**

« Manger 5 fruits et légumes par jour », « privilégier les céréales complètes », « cuisiner maison » ou « consommer des produits biologiques » : tout le monde connaît ces recommandations de santé publique par cœur. Mais dans les supermarchés, les respecter est bien plus compliqué. En réalité, trop peu de personnes en France peuvent se permettre de suivre ces conseils de santé publique, pourtant élaborés pour s'alimenter sainement au quotidien et réduire les risques de maladies évitables liées à l'alimentation (diabète, maladies cardio-vasculaires, cancers...).

En cause ? Dans les supermarchés, trop souvent, les produits les plus sains sont aussi les plus chers. Nous dénonçons depuis 2023 l'opacité des prix de nos aliments et les marges abusives sur des produits essentiels pour la santé, comme les fruits et légumes. Les géants de la grande distribution sont en première ligne de cette situation intolérable - rappelons que les cinq principales enseignes – E. Leclerc, Intermarché, Auchan, Carrefour et Coopérative U – contrôlent 80% du marché alimentaire.

Manger sainement ne devrait être un luxe pour personne. Familles Rurales, foodwatch et le Secours Catholique exigent donc une mesure simple et urgente : imposer à la grande distribution de vendre à prix coûtant (sans marge) 100 produits alimentaires basés sur les recommandations du Programme National Nutrition Santé (PNNS).

Cette liste regroupe des produits de consommation courante recommandés par les expert·es de santé : des fruits et légumes frais, surgelés ou en conserve, des produits céréaliers comme des pâtes, de la farine ou du pain, mais aussi par exemple des œufs, des produits laitiers et du poisson ainsi que des ingrédients pour cuisiner maison (beurre, sucre, épices, poivre, etc.). Elle contient une proportion significative d'aliments biologiques, et vise aussi à valoriser des produits d'origine française.

Cette mesure doit s'appliquer sur tout le territoire, y compris en Outre-mer, et ne doit en aucun cas avoir une incidence négative sur les prix d'achats des productions des agricultrices et agriculteurs.

**[Signez la pétition](#)** pour contribuer à rendre les produits les plus sains plus accessibles, augmenter le pouvoir d'achat des consommatrices et consommateurs, tout en assurant un prix juste aux agricultrices et agriculteurs, et contraindre les distributeurs à cesser leurs marges excessives sur les produits sains : des demandes concrètes et urgentes pour le pouvoir d'achat, l'alimentation et la santé.

